



Prévenir la consommation nocive d'alcool

France

L'alcool peut être une source de plaisir et est un élément important de l'économie dans de nombreux pays. Pourtant, la consommation nocive d'alcool est l'un des principaux facteurs de risque de décès prématuré, de blessures et de nombreuses maladies non transmissibles. La consommation nocive d'alcool peut également affecter autrui, par exemple en cas de violence et de syndrome d'alcoolisme fœtal. Ces maladies et blessures, à leur tour, ont un impact sur les dépenses de santé et la productivité de la main-d'œuvre.

La France a l'un des niveaux de consommation d'alcool les plus élevés - **12,3 litres** d'alcool pur par habitant et par an, soit à peu près l'équivalent de 2,5 bouteilles de vin ou 4,7 litres de bière par semaine et par personne de 15 ans et plus. De plus, en France, certains groupes de population sont plus à risque que d'autres. Plus précisément:



31% des adultes ont une consommation épisodique excessive d'alcool au moins une fois par mois. Cela correspond à boire plus de 80% d'une bouteille de vin ou 1,5 litres de bière par occasion.



31% de tout l'alcool est consommé par **5%** des personnes qui boivent le plus



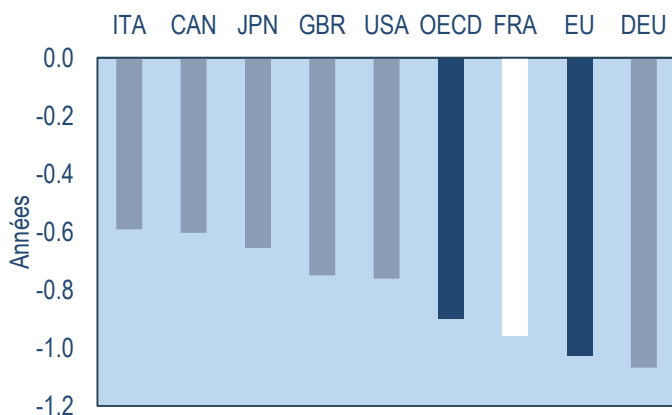
Les femmes ont **9%** plus de risque d'avoir une consommation épisodique excessive chaque mois **si elles ont terminé leurs études supérieures**



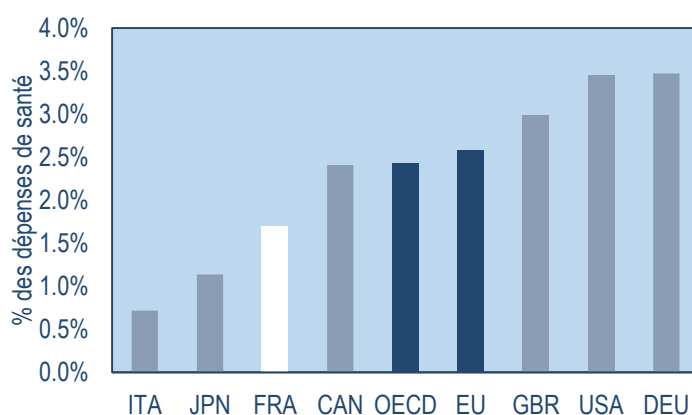
11% des filles et **15%** des garçons de 15 ans ont été ivres au moins deux fois dans leur vie. Les jeunes qui n'ont jamais été ivres ont **40%** plus de chances de réussir à l'école.

L'espérance de vie est inférieure de **1 an** au cours des 30 prochaines années en raison de maladies et de blessures causées par la consommation de plus d'un verre par jour pour les femmes et de 1.5 verre par jour pour les hommes, en moyenne dans l'ensemble de la population, selon les simulations de l'OCDE.

Impact sur l'espérance de vie

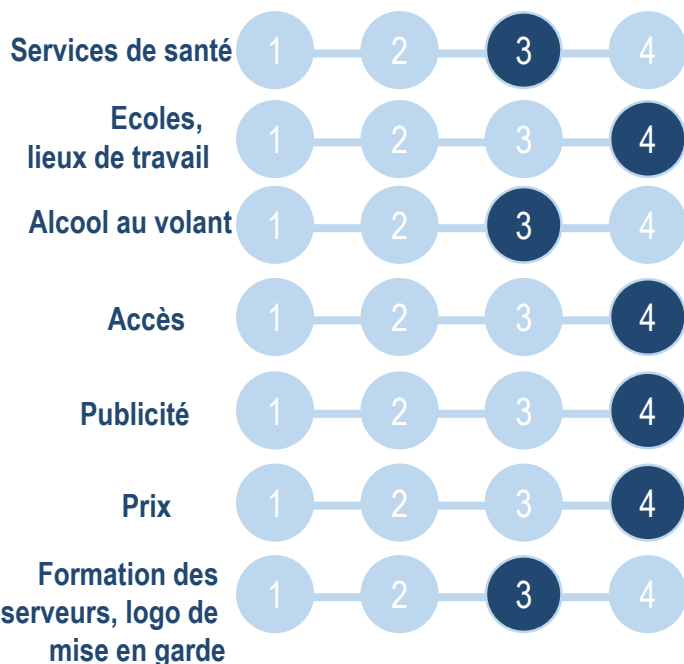


Impact sur les dépenses de santé



Sur la base des modes de consommation actuels en **France**, les simulations de l'OCDE estiment que les maladies et blessures causées par une consommation d'alcool supérieure à 1-1,5 verre par jour entraînent des coûts de traitement égaux à **1,7% des dépenses de santé** et une réduction de la productivité de la main-d'œuvre. En conséquence, le PIB de la **France** est estimé à **1,4%** inférieur en moyenne d'ici à 2050, hors impact sur l'industrie de l'alcool. En raison d'un PIB plus faible et pour maintenir un ratio dette publique / PIB constant, la **France** doit lever des recettes supplémentaires équivalant à une augmentation de la taxe de **188 euros** par personne et par an.

Niveau d'implémentation des politiques de lutte contre la consommation nocive d'alcool en France









1-niveau d'implémentation faible, 4-niveau élevé. Les pays avec un score maximum peuvent encore améliorer la mise en œuvre et l'application des politiques.

L'analyse des données de l'OMS par l'OCDE reflète l'état d'avancement de la mise en œuvre dans tous les domaines d'action de la *Stratégie mondiale visant à réduire l'usage nocif de l'alcool*.

La France a globalement un bon niveau d'implémentation des politiques, mais il existe des opportunités pour de nouvelles actions. Les priorités politiques pourraient viser à :

- Améliorer la mise en œuvre du **dépistage et des conseils** dans les services de soins primaires pour les personnes qui boivent beaucoup;
- Intensifier les actions de **lutte contre l'alcool au volant** afin de prévenir les accidents de la route et les blessures;
- **Former des serveurs** sur la façon de prévenir, identifier et gérer les buveurs en état d'ébriété, comme par exemple en Allemagne et en Espagne;
- Renforcer la **réglementation de la publicité** sur les réseaux sociaux et les nouveaux médias, fréquemment utilisés par les jeunes.

Les analyses de l'OCDE se sont penchées sur un ensemble de politiques renforcé pour lutter contre la consommation nocive d'alcool. Cet ensemble contient de nombreuses priorités politiques pour la France, notamment:

-  Renforcer les points de contrôle de la sobriété pour lutter contre l'alcool au volant
-  Renforcer le dépistage et le conseil dans les soins primaires
-  Interdire totalement la publicité pour l'alcool auprès des enfants via les médias traditionnels et nouveaux médias, le sponsoring, l'image de marque et l'affichage dans les points de vente
-  Renforcer la réglementation sur la publicité pour l'alcool, le sponsoring, l'image de marque et l'affichage dans les points de vente
-  Taxation
-  Instaurer un prix unitaire minimum ciblant l'alcool bon marché

En France, investir 2,1 euros par personne et par an dans l'ensemble de politiques renforcé pour lutter contre la consommation nocive d'alcool permettra:

- éviter **3,8 millions de maladies non transmissibles et de blessures** d'ici 2050;
- économiser **682 millions euros** par an de dépenses de santé;
- augmenter l'emploi et la productivité de l'équivalent de **48 mille** travailleurs à temps plein par an.

Pour chaque euro investi dans l'ensemble politique, **16 euros** sont restitués sous forme de gains économiques, sans tenir compte de l'impact sur l'industrie de l'alcool.